

## UDC INTERNATIONAL

Case postale 8252, CH-3001 Berne

Tél. +41 31 300 58 58

Fax +41 31 300 58 59

Courriel: [info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch)

Internet: <http://www.udc-international.ch>



# Newsletter UDC International

Edition de juillet 2008

## Quelques réflexions pour le 1<sup>er</sup> août 2008

---

**Depuis sa fondation en 1291 la Suisse s'est toujours considérée comme une opposition à la pensée étatiste et centralisatrice fortement ancrée dans le reste de l'Europe. Saisissons l'occasion de ce 1<sup>er</sup> août 2008 pour nous rappeler une fois de plus l'importance de notre démocratie directe et battons-nous pour sa sauvegarde.**

En Suisse, les citoyens sont souverains parce que l'Etat "s'est fait d'en bas". C'est pour cette raison, précisément, que la Suisse passe pour être le berceau de la démocratie. Un Suisse peut élire et voter plus souvent en une année que, par exemple, un Anglais durant toute sa vie. Depuis la création de la Confédération moderne en 1848, il y a eu davantage de votations et d'élections en Suisse que dans tous les autres pays au monde réunis. Or, ces importants droits de participation politiques sont de plus en plus menacés. Des gouvernants, des parlementaires, mais aussi certains groupes d'intérêts tendent à considérer comme un obstacle gênant ces instruments de contrôle et de correction donnés au peuple. Les gouvernants s'érigent en donneurs de leçons morales. Il s'agit de combattre vigoureusement ces tendances.

La démocratie directe ne peut fonctionner que si les citoyennes et les citoyens sont considérés comme des adultes et des personnes capables de discernement. La

démocratie directe respecte les humains et elle les estime doués de suffisamment de bon sens pour trancher les grandes questions intéressant leur pays.

On sait que les élites politiques de l'UE, qui n'ont qu'une vague idée de la démocratie directe suisse, se moquent volontiers de notre système. La raison est simple: ils craignent surtout que leur pouvoir soit limité par les citoyens. Mais ce qui est encore bien moins tolérable, c'est que notre propre parlement doute de plus en plus souvent de la capacité de jugement des citoyens suisses. Or, la confiance dans le bon sens des citoyennes et des citoyens est un élément central de la démocratie directe.

L'UDC continue de croire en la raison du peuple et elle poursuivra de toutes ses forces son engagement pour la sauvegarde de la démocratie directe. Soutenez-nous dans ce combat!

Je vous souhaite à toutes et à tous une fête nationale patriotique et j'espère que le plus grand nombre possible d'entre vous participera au Congrès des Suisses de l'étranger et à l'assemblée générale d'UDC International.

**Rolf B. Schudel**, Johannesburg (SA)  
Président UDC International

---

## **AD à Brigue: vers un référendum?**

**L'assemblée des délégués de l'UDC Suisse a discuté le 5 juillet dernier à Brigue de l'opportunité de lancer un référendum contre le "paquet" de la libre circulation des personnes.**

D'accord en principe de poursuivre l'actuelle libre circulation des personnes avec l'Union européenne, mais aussi de rejeter son extension sans condition à la Roumanie et à la Bulgarie, nouveaux pays membres de l'UE, les délégués avaient cependant des avis divergents sur la procédure à adopter.

**Les partis gouvernementaux – le PS, le PDC et le PRD** – ayant cédé aux pressions de l'UE et adopté sous la forme d'un seul "paquet" la poursuite de la libre circulation des personnes et son extension à la Roumanie et à la Bulgarie, il est impossible désormais de lancer un référendum visant uniquement l'extension de la libre circulation. Le procédé adopté par le Parlement transforme cette votation en faux-semblant, car les citoyens ne peuvent donner qu'une seule réponse à deux questions distinctes touchant à la libre circulation des personnes. Le citoyen ne peut donc pas exprimer exactement son opinion. Celui qui veut dire oui à un projet et non à l'autre, ne peut pas participer à une éventuelle votation. S'il vote oui, il approuve aussi le projet qu'il entend refuser, s'il dit non, il rejette l'accord qu'il souhaite approuver. **Par cette manipulation antidémocratique la majorité du Parlement a court-circuité la démocratie directe et mis le peuple sous tutelle**

Le Conseil fédéral a apporté sa propre contribution à ce jeu lamentable en fixant la date d'un éventuel vote référendaire au mois de février 2009 (au lieu de novembre 2008). Il empêche ainsi dans les faits la poursuite de la libre circulation des personnes avec l'UE en cas de rejet de tout le projet. En effet, si l'ensemble du projet de libre circulation des personnes échoue au printemps de l'année prochaine, il ne reste plus assez de temps pour réagir à cette décision et pour faire voter une nouvelle fois le souverain sur la partie non contestée du projet, donc sur la poursuite de la libre circulation, avant l'échéance de mai 2009 dont il a été convenu par contrat avec l'UE pour annoncer la poursuite ou la résiliation de l'accord.

Partant de cette situation, la direction du parti et le Comité directeur ont proposé à l'assemblée des délégués de renoncer à ce qui ne serait qu'un faux-semblant de référendum. L'UDC ne doit pas participer aux manipulations antidémocratiques du centre-gauche et les légitimer par un scrutin pseudo-démocratique. Une votation populaire dans laquelle le citoyen ne peut pas exprimer précisément et librement sa volonté n'est qu'une farce. Elle est donc inacceptable. Les délégués ont suivi cette argumentation **en acceptant par 326 voix contre 166 la proposition de la direction du parti**. L'UDC Suisse renonce donc à un référendum qui, de toute manière, ne permettrait pas l'expression sûre et fidèle de la volonté populaire. L'assemblée a également approuvé une proposition du conseiller national Josef Kunz selon laquelle l'UDC s'oppose avec détermination à ce "paquet" antidémocratique concernant la libre circulation des personnes. D'autres propositions mettant en évidence la lamentable politique du centre-gauche, fossoyeur de la démocratie directe, ont également été acceptées. Il s'agit notamment de soutenir l'initiative "pour le renforcement des droits populaires en politique étrangère (accords internationaux: la parole au peuple)" lancée par l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN).

Ces décisions politiques de fond ayant été prises, l'assemblée des délégués a pu fêter l'admission de la nouvelle section UDC des Grisons. Ce parti cantonal qui vient d'être fondé compte déjà 400 membres. Plusieurs sections locales et de district (Davos, Domat-Ems, St. Moritz, les districts de Rhäzüns et de la Bündler Herrschaft) ainsi que les Jeunes UDC des Grisons ont d'ores et déjà adhéré à l'UDC. La nouvelle section de l'UDC a été chaleureusement accueillie. Son président Jon Peider Lemm a reçu des mains du conseiller national Toni Brunner, président de l'UDC Suisse, un petit cadeau de bienvenue. Cette sympathique cérémonie reflétait la décision prise la veille par le Comité directeur de l'UDC Suisse d'admettre la nouvelle UDC des Grisons au sein de la famille UDC Suisse

### **Yves Bichsel**

Secrétaire général UDC Suisse

Secrétaire général UDC International

## **UE: on attend les prochains milliards de la Suisse!**

Lors d'une récente rencontre entre parlementaires fédéraux et européens plusieurs thèmes ont été débattus qui ne manquent pas d'inquiéter. Voici en bref deux exemples qui montrent une fois de plus à quel point nos autorités – les Conseil fédéral et, plus particulièrement les deux eurofanatiques Calmy-Rey et Leuthard – informent de manière lacunaire, voire carrément fausse la population suisse.

### **Paiements de cohésion: l'UE se fait à nouveau pressante**

Dix-sept mois seulement se sont écoulés depuis que le peuple suisse a accepté de justesse (53,4% de oui) le 26 novembre 2006 de verser un milliard de francs au titre des paiements de cohésion aux nouveaux membres de l'UE et déjà des parlementaires européens osent se plaindre publiquement de ce que l'argent n'arrive pas assez rapidement. Or, la Suisse s'est uniquement engagée à payer ce milliard de francs jusqu'en 2012 sous la forme de contributions à des projets. Il est vrai que le premier projet financé par la Suisse ne correspond pas exactement aux idées que se sont faites les contribuables helvétiques sur la base des explications du Conseil fédéral avant le scrutin. L'unique projet soutenu à ce jour, en l'occurrence avec 190 000 francs, est un centre de rencontre qui devrait être réalisé à Nicosie dans la zone séparant les communautés grecque et turque. Ce "salon de café" est tout sauf un projet durable dont devraient profiter des entreprises suisses et qui transférerait aux nouveaux pays membres de l'UE un savoir-faire utile à leur développement. Le fait que cette maison soit présentée à la presse comme un important ouvrage de paix confirme à quel point la gestion des fonds suisses, donc l'argent des contribuables suisses, est hasardeuse.

Les négociations sur les prochains 257 millions de francs suisses en faveur de la Roumanie et de la Bulgarie ont déjà commencé. On voit mal en quoi il peut s'agir de négociations puisque l'UE n'offre strictement aucune contrepartie à la Suisse. Mais avant même que ce nouveau paiement ait été avalisé par les Chambres fé-

dérales, des parlementaires européens exigent déjà le prochain "milliard pour la cohésion": il serait temps, affirment-ils tout de go, que la Suisse ouvre des négociations sur le prochain milliard. Car la Suisse serait en retard par rapport à la Norvège. L'arrogance avec laquelle la dictature des fonctionnaires UE tente d'extorquer de l'argent à la Suisse est insupportable. Pourquoi le Conseil fédéral ne nous a-t-il pas dit que l'UE ne se satisferait pas d'un milliard de francs? Il ne serait pas étonnant que des discussions informelles aient déjà lieu à ce propos derrière le dos du Parlement. A en croire les représentants du Parlement européen, trois Etats supplémentaires adhéreront sans doute à l'UE dans les six ans à venir. Et la Suisse n'aura rien à discuter, mais à ouvrir ses frontières à la libre circulation des personnes et à payer pour ladite cohésion.

### **Galileo: la Suisse doit-elle cofinancer l'armement de l'UE?**

A nous autres parlementaires fédéraux suisses, le système de navigation par satellites Galileo a été présenté comme une alternative par rapport au dispositif américain GPS. Dans un communiqué paru le 22 juin 2005, le DETEC annonçait fièrement: "Le Conseil fédéral approuve la contribution suisse au système Galileo de navigation par satellites. Entreprise commune de l'Union européenne et de l'Agence spatiale européenne (ESA), le programme Galileo vise à développer un système civil de navigation par satellites de type nouveau. Dès 2008, il devrait, grâce à ses 30 satellites, permettre une navigation plus fiable et plus précise que son concurrent militaire nord-américain Global Positioning System (GPS). L'interopérabilité des deux systèmes sera garantie, mais l'exploitation et l'utilisation autonomes de Galileo seront également possibles, ce qui mettra un terme à la dépendance de fait des usagers européens vis-à-vis du GPS. En outre, Galileo assurera la disponibilité des signaux et des flux de données en temps de paix aussi bien qu'en période de crise." Après notre visite à Strasbourg, nous savons désormais ce que signifie en réalité cette déclaration alambiquée. Du point de vue de la délégation parlementaire UE, Galileo est avant tout un projet militaire. Son achèvement a été reporté à 2013 et, en raison de pro-

blèmes techniques et d'une nouvelle mise au concours début juillet 2008, il faudra compter avec d'autres retards et renchérissements. Tant des experts allemands que des représentants de l'EADS parlent d'une explosion des coûts. Ces derniers passeraient des 3,4 milliards d'euros initialement prévus à 5 voire 10 milliards. De plus, la participation privée de 1,5 milliard s'avère irréaliste. Résultat: les pouvoirs publics, dont la Suisse, devront payer plus. Mais le Conseil fédéral n'en souffle mot.

Mis à part le fait que Galileo est un projet militaire, si bien que la participation suisse est indéfendable dans la perspective de la neutralité, l'arrivée d'autres projets concurrents (USA: version GPS III, Russie: système Glonass; Chine: Compass) fait planer des doutes sur la rentabilité du projet européen. Cela n'empêche pas les parlementaires UE de souhaiter une plus forte contribution Suisse aux projets d'armement UE. Ils ont même trouvé des relais à Berne. Ainsi, le secrétaire d'Etat Kleiber (formation et recherche) a déclaré que la Suisse avait dépassé le point de non retour dans sa participation au projet Galileo. Si on applique la clef de répartition de l'ESA pour le seul crédit nécessaire au projet Galileo, la participation de la Suisse atteint allègrement 120 millions de francs. Et ce n'est qu'un début. Dans ce cas encore, il faut se demander si la Suisse ne s'apprête pas entrer dans le système d'armement européen derrière le dos du Parlement et du peuple.

Il s'avère de plus en plus clairement que le Conseil fédéral mène sa propre barque en politique extérieure et qu'il cherche par tous les moyens à éliminer des obstacles comme la protection du marché agricole suisse ou le secret protégeant les clients des banques afin d'ouvrir la voie à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Il est donc grand temps de mettre fin à cette politique sournoise du gouvernement et de l'administration fédérale et de les empêcher de développer des initiatives sans l'aval du Parlement et du peuple. Il faut que le peuple suisse ait son mot à dire concernant les accords internationaux envisagés par le gouvernement. En clair, il faut soutenir l'initiative populaire "pour le renforcement des droits populaires en politique étrangère (accords internationaux: la

parole au peuple)" afin que ces traités soient soumis au référendum obligatoire.

**Hans Kaufmann**, conseiller national  
Membre du Comité UDC International

## **Plaidoyer pour la démocratie directe**

---

Le résultat de la votation sur la procédure de naturalisation confirme la tendance actuelle à donner de plus en plus de compétences à l'Etat. Pourtant, le peuple suisse dispose, avec la démocratie directe, de moyens uniques d'influencer le cours de la politique. Il suffit d'observer l'Allemagne pour se rendre compte des effets d'un minage lent et sournois de la démocratie. Des élections y ont lieu tous les quatre ans. Et c'est tout. La politique est faite par dessus la tête des citoyens et sans que ces derniers n'aient les moyens de l'influencer. Chacun a bien sûr la possibilité de s'engager dans un parti ou dans une initiative citoyenne, mais le partenaire critique, donc le citoyen qui a le dernier mot, fait défaut dans la politique allemande. Pourquoi le peuple ne devrait-il pas participer aux décisions? Il n'y a aucune raison valable de l'en empêcher. Il existe certes en Allemagne plusieurs systèmes de participation au niveau des laender, mais leur valeur est douteuse comme le montre une récente votation à Berlin. L'objet du scrutin était la fermeture d'un aéroport. Or, plusieurs membres du gouvernement de la ville ont déclaré avant la consultation populaire que de toute manière ils n'en tiendraient aucun compte. Face à cette conception choquante de la démocratie il ne faut pas s'étonner que les Allemands se détournent de la politique. Le traité de Lisbonne est un autre exemple illustrant ce propos. Les Irlandais l'ont rejeté et, depuis ce scrutin, les grands Etats membres de l'UE multiplient les pressions sur le gouvernement de ce pays. Où est le respect du peuple et de la démocratie? Les Suisses seraient donc bien inspirés de réfléchir soigneusement avant chaque votation si, effectivement, ils veulent donner plus de compétences à l'Etat et aussi à ce qu'une adhésion à l'UE signifierait pour la démocratie directe. C'est le citoyen qui connaît le mieux ses besoins et ses aspirations. La liberté des citoyens de par-

ticiper aux affaires de l'Etat et de ne pas devoir se contenter de faire une petite croix lors des élections est irremplaçable et doit être conservée à tout prix. Le poète Hölderlin l'a fort bien écrit: "*L'Etat n'est rien d'autre que l'enveloppe rugueuse qui entoure le noyau de la vie. Il est le mur qui clôture le jardin où poussent les fleurs et les fruits de l'humanité.*" C'est à nous qu'il appartient de décider comment nous allons aménager ce jardin et non pas à des instances administratives coupées de la réalité de la vie.

**Marco Duller**, Trêves, Allemagne  
Membre UDC International

## ***Courrier des lecteurs***

### **Souvenons-nous...**

**L'UDC actuelle, autrefois le PAI, a été fondée par Rudolf Minger.** C'est grâce à sa personnalité dominante que l'UDC a réussi à s'installer au Conseil fédéral. Rudolf Minger a dirigé le Département militaire fédéral entre 1929 et 1940.

C'est l'ancien conseiller fédéral et juriste professionnel PDC Kurt Furgler (au gouvernement entre 1972 et 1986) qui a inauguré la tendance détestable qui consiste à constamment tout "restructurer". Avec pour résultat une multiplication des lois et ordonnances. Les principaux profiteurs de cette nouvelle politique, ce sont les juristes inutilisables dans l'économie privée, mais qui trouvent ainsi des postes juteux dans les administrations par la grâce de leurs cartes de parti. Et quand ils ne suffisent même plus à la bureaucratie nationale, on les refile aux organisations internationales. Tout cela aux frais des contribuables, bien entendu. Nous avons ainsi vu se développer un énorme et lourd appareil administratif. Plus personne ne connaît son propre chef. La participation à des conférences internationales, qui traitent de tout et de n'importe quoi, est à la mode. Et pour que le citoyen ne s'en rende pas trop compte, on prétend gouverner de manière "décentralisée".

Sous Ueli Maurer et Christoph Blocher (conseiller fédéral de 2003 à 2007), l'UDC est devenue le plus grand parti politique de Suisse avec 29% des suffrages, un

taux jamais atteint en Suisse depuis 1919. Patron performant de l'économie privée, Christoph Blocher a réduit de 25% l'effectif des fonctionnaires de son département. Les autres partis ont commencé à s'effriter et à perdre des électeurs. Christoph Blocher a presque réussi à rétablir une démocratie authentique en Suisse. Du coup, les autres partis ont recouru à tous les moyens à leur disposition – y compris les plus sournois – pour tenter de stopper la désertion de leurs électeurs. Il est grand temps de mettre fin à la politique lamentable de ces milieux!

**Adolf Kurt Leemann**  
UDC International Thaïlande  
<http://svp-international-thailand.de.tl>

### **Non au libre-échange agricole – pour l'avenir de notre agriculture!**

**L'accord de libre-échange agricole (y compris celui qui se négocie au niveau de l'OMC) que Madame Doris Leuthard veut imposer à la Suisse commence à m'inquiéter gravement. L'histoire se répète-t-elle encore une fois? Le Conseil fédéral cherche-t-il une fois de plus à détruire une branche de l'économie nationale?**

La citation suivante pour soutenir cette réflexion: "...La décision du Conseil fédéral de 28 mars 1958 a inauguré une période pénible. Chaque année les constructeurs suisses de tracteurs rencontraient de plus grosses difficultés " (Gerold Röthlin, dans: Bühler, Eine faszinierende Firmengeschichte – l'histoire fascinante d'une entreprise). Sous la pression d'une concurrence étrangère trop puissante, une entreprise après l'autre a dû fermer ses portes (SLM en 1953, Koepfli en 1964, Alpina Oekonom en 1963, Bucher en 1963, Vevey en 1963, Meili en 1965, Bühler en 1978 et enfin Huerlimann en 1983). Jusqu'en 1958, les tracteurs étrangers étaient soumis à un contingent d'importation pour protéger la production nationale, puis ce fut la fin...

Je crois que Madame Leuthard a du mal à calculer. Un paysan gagne aujourd'hui moins à l'heure qu'un parcomètre! Ce qui n'empêche pas Madame Leuthard d'affirmer à la cantonade que le libre-échange

est une grande chance pour l'agriculture suisse! Or, la conclusion de cet accord entraînerait une nouvelle et substantielle baisse du revenu agricole, comme l'a relevé Christoph Blocher le 20 mai 2006 déjà dans un entretien accordé au "Tages-Anzeiger" de Zurich.

Ce principe vaut à mon avis pour tous les accords de libre-échange. Il faut donc cesser d'en négocier, y compris dans l'OMC.

**Il faut que les paysans puissent décider de leur avenir et non pas le Conseil fédéral.**

**Urs Christen** Steinbach, Canada  
Membre d'UDC International

### **Non au bradage de nos œuvres sociales – oui à l'UDC**

La tactique appliquée par les élites suisses en matière de libre circulation des personnes devient franchement ridicule. Nous devons à nouveau miser sur la voie diplomatique et sur le bon sens des Suisses (donc des Confédérés et non pas des "Suisses sur le papier").

Je me situe en dehors de ce cercle et j'ai d'autres perspectives. Les Bulgares et les Roumains (les Roms, notamment) sont des humains comme vous et moi, mais avec une autre mentalité, d'autres valeurs et d'autres exigences.

Face aux déficits par milliards que font les œuvres sociales suisses, il serait grand temps de rappeler à nos concitoyens qu'ils ne rajeunissent pas, mais qu'au contraire ils vieillissent et approchent chaque jour de la limite d'âge où ils entendent profiter d'une rente AVS bien méritée. Mais la libre circulation des personnes et les naturalisations en masse détourneront une bonne part des rentes auxquelles ils ont droit. Cette évolution entraînera forcément des tensions entre les citoyens des classes moyennes suisses et les assistés sociaux en provenance de l'étranger.

Notre gouvernement de gauche est-il à la hauteur du désastre qui nous attend? La réponse est évidemment non. Car les socialistes comme les Verts sont sans consistance et tournent comme des girouettes. Ils ne cherchent qu'à accaparer

le pouvoir afin de pouvoir abreuver leur clientèle avec l'argent des contribuables.

L'UDC est régulièrement et de la manière la plus grossière qui soit rapprochée de l'extrême-droite. Ceux qui font ces rapprochements sont-ils aveugles? L'UDC s'attaque-t-elle à la souveraineté ou la neutralité d'autres Etats?

**Nous continuerons de nous engager ensemble pour une Suisse neutre et souveraine en recourant à des arguments clairs et convaincants.**

**Karl Bachmann, Croatie**  
Membre d'UDC International

## **DIVERS**

### **Rappels:**

#### ***Assemblée générale UDC International***

**L'assemblée générale d'UDC International se tiendra le 22 août 2008 à 20.30 heures au restaurant St-Léonard à Fribourg dans le cadre du Congrès des Suisses de l'étranger.** Nous vous prions de bien vouloir annoncer votre participation jusqu'au 8 août 2008.

#### ***Congrès des Suisses de l'étranger***

Comme chaque année, l'UDC sera présente au Congrès des Suisses de l'étranger avec un stand occupé par plusieurs représentants et élus de l'UDC Suisse. Pour obtenir plus d'informations et pour s'annoncer au Congrès des Suisses de l'étranger, qui se déroule du 22 au 24 août à Fribourg, consulter le site internet de l'Organisation des Suisses de l'étranger à l'adresse

<http://www.aso.ch/fr/offres/congres-des-suisses-de-letranger/2008>

#### ***Assemblée des délégués UDC Suisse***

La prochaine assemblée des délégués de l'UDC Suisse aura lieu

**le 4 octobre 2008 dans le Jura.**

Il reste encore quelques cartes de délégué pour UDC International. Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à vous annoncer chez nous.